

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Barrick-Osisko-et-Famatina-Andalgala-il-faut-defendre-les-interets-des-citoyens>

Barrick-Osisko et Famatina-Andalgala : il faut défendre les intérêts des citoyens

- Notre Amérique - Exploitation minière -
Date de mise en ligne : mardi 21 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En 2012, la polémique sur l'avantage ou non de la mega-industrie minière est bien présente. Le gouvernement national et les gouverneurs la soutiennent. Les peuples affectés lui résistent, avec raison.

Il faut essayer d'être précis dans cette réalité complexe de l'industrie minière en Argentine. En commençant par individualiser justement le pays dont il s'agit, parce que si l'on analysait une nation hypothétique subsaharienne, très pauvre, sans ressources agraires et ni développement industriel, entourée par l'indigence et avec seulement une ressource à portée de main, la « mega industrie minière », là il faudrait ouvertement être pro-mines. Ce serait dans ce cas, l'unique forme de tuer la faim de ces citoyens africains dépourvus par la nature et le colonialisme extrême de toutes les autres ressources.

Ce n'est clairement pas le cas de l'Argentine, avec 60 millions de têtes de bovins, plus de 100 millions de tonnes de grains qui selon le « *Plan Stratégique Agroindustriel* » bientôt atteindra 150 millions et avec un développement industriel moyen qui susciterait l'envie de l'imaginaire territoire africain cité.

Alors ici, il faut bien démontrer la nécessité de la « mega-industrie minière » ; l'aborder et la permettre n'est pas une question de vie ou de mort. Plutôt, cela peut devenir une question de mort, selon comment celle-ci est développée, avec qui et de quelle manière.

Autre mise au point. On discute de la mega-industrie minière multinationale, non de l'industrie minière en général, qui peut être à petite échelle. Il est évident qu'une chose, sont les projets à grande échelle, qui utilisent des tonnes d'explosifs et 100 millions de litres d'eau par jour. Et une autre, est le travail, presque innocent, d'une carrière de pierre ou d'une exploitation de sel ou d'extraction de sable pour la construction.

Un travail confusionnant

Les grandes entreprises minières multinationales essayent de se dissimuler à côté des Pme, pour se présenter en victimes et dire que les écologistes veulent empêcher tout le monde de faire son travail.

Dans ce travail de zappe ex-profès, ils enrôlent aussi quelques mineurs. Ils cherchent à présenter un front unique, depuis la *Barrick Gold* jusqu'aux syndiqués de l'AOMA, bien qu'ils n'obtiennent seulement une participation active des bureaucrates syndicaux de cet organisme, comme Armando Domínguez que la présidente Cristina Fernández a présenté comme « Antonio », un supposé mineur de la base à Olavarría. Le curriculum de Domínguez signale beaucoup de postes dans le PJ local et dans l'AOMA de la ville et au niveau national et y compris comme intervenant dans la section de San Juan, où il aurait cultivé une excellente relation avec les capos de la *Barrick*.

L'entreprise canadienne a été citée ici deux fois, icône du business au niveau mondial. C'est le coeur de la question, en général escamoté par le gouvernement de CFK, qui a tissé des accords très étroits avec la compagnie du grand manitou Peter Munk. Les gouverneurs sont subordonnés à Munk et/ou aux directeurs de la canadienne *Osisko*, de la suisse *Xstrata*, etc. Ceci est le pourquoi de la question. Tout débat qui ne met pas l'accent ici, est une fuite par la tangente ou pire encore, un subterfuge en faveur des multinationales.

Une ligne de partage.

Celui qui voit à la télé ou lit dans les quotidiens des déclarations du gouverneur de la Rioja Beder Herrera, ou de ses collègues de Catamarca, Lucía Corpacci Saadi, et de San Juan, José Luis Gioja, aura la sensation qu'il a devant lui un cadre de la hiérarchie des compagnies minières transnationales.

Le gouverneur de la province de La Rioja en Argentine, responsable du contrat avec *Osisko* de la mine Famatina, assure qu'il y aura là « zéro contamination ». Corpacci Saadi dit qu'elle est médecin et que l'air de Catamarca continuera d'être pur malgré la *Xstrata* à « Bajo la Alumbra » à Andalgalá et son nouveau projet « Agua Rica », à 17 kilomètres de cette localité.

Le plus fondamentaliste est le gouverneur de la province de San Juan en Argentine, José Luis Gioja. En défendant le projet « Veladero », de la Barrick, et un autre encore plus grand de la même entreprise canadienne, « [Pascua Lama](#) », dans un passage qui établit la liaison avec le Chili, Gioja a dit des merveilles sur l'industrie minière à ciel ouvert. Il assure que là, on n'emploie pas de cyanure, dans le même registre négationniste de Corpacci Saadi, et a fait l'apologie des 60.000 emplois directs et indirects de l'industrie minière dans son district, équivalent à 30 % de la population économiquement active.

Cyanure et eau.

En révisant ces arguments, il est à remarquer qu'ils ne réfutent pas l'un des plus utilisés par les villages affectés et les « écologistes » : le gaspillage d'eau douce, peu abondante dans plusieurs de ces régions. 80 ou 100 millions de litres d'eau douce par jour ne sont pas des valeurs insignifiantes. Et les chiffres ne sont pas truqués parce que les contrats de concession spécifient ces quantités. Sur ce point ils ont crié à la megaindustrie minière « touché ».

La défense des gouverneurs sur des procédés propres qui n'emploient pas de cyanure tient en différentes réponses documentées qui affirment le contraire. Qu'ils utilisent déjà du cyanure ou vont l'employer quand les projets le nécessitent. Par exemple, dans le livre « [El Mal](#) » de Miguel Bonasso, en référence à « *Pascua Lama* », on lit que « *les camions avec du cyanure parcourront les mille deux cents kilomètres qui séparent les montagnes de San Juan du port du Saint-Laurent, sur la côte du fleuve Parana* » (une page 58).

Une donnée sur la Patagonie : le décédé gouverneur Carlos Soria a envoyé un projet de loi autorisant l'usage de cyanure, avant interdit, dans les exploitations minières.

Devant tant d'évidences et de doutes, le « principe de prévention » s'impose. Les multinationales doivent démontrer, à charge de preuves, que leur action n'est pas polluante. Mais au lieu de cela, elles investissent plus d'argent dans les caisses de gouvernements amis et entretiennent des « groupes » pro-mines sur les routes.

Bandes patronales.

Ces bandes de « Bajo La Alumbra » et d'autres entreprises n'ont pas rechigné à couper des routes à Catamarca et seconder la police pour poursuivre des activistes. Aux réquisitions et refus d'entrer à « Andalgalá » n'y ont même pas échappé la camionnette du Service de Paix et de Justice. Pour sa part la police de Catamarca a mené une dure répression à Belén et à Tinogasta.

Les arguments de ces matons sont habituellement que de tels activistes sont des « étrangers ». Dans le fond c'est la même logique répressive qu'au temps de la dictature, qui opposait « l'être national » aux « *délinquants terroristes au service du communisme international* ». Ne croyez pas que cette comparaison soit exagérée, au moins au niveau dialectique : quelques bandes ont dit que les écologistes sont « délinquants terroristes ». Et la ségrégation péjorative des « étrangers » s'applique aux journalistes ou aux écologistes de Cordoba ou Buenos Aires, qui sont des

compatriotes, et non aux entrepreneurs canadiens ou suisses. Bizarre : non ?

L'argumentation selon la quel les compagnies minières donnent du travail n'est pas à négliger. C'est un élément valable mais non absolu. Il n'y a qu'à le contrebalancer avec les inconvénients et les dommages environnementaux que cela peut occasionner dans les barrages, avec les explosions, avec la possible pollution de l'eau, dans l'altération de l'atmosphère, etc.

Ecologisme idiot.

Tout cela doit être pesé et soupesé, dans un débat public et démocratique qui ne s'est pas produit jusqu'ici. Et c'est un autre point en faveur de la résistance d'Andalgalá et de Famatina : s'il y a eu un début de discussion il est dû à ces assemblées et aux coupures de routes, non à l'initiative démocratique de la présidente, à la ligue des dix gouverneurs pro compagnies minières qui ont formé l'*Ofemi* (l'Organisation Fédérale des États Miniers) et encore moins à Peter Munk et à ses délégués.

Au lieu de profiter de la situation politique ouverte avec ces résistances provinciales, Gioja et les autres gouverneurs ont formé cet organisme seulement pour négocier avec les multinationales de plus grand bénéficiers et impôts. Ils n'ont jamais pensé à une entreprise publique d'industrie minière qui se chargerait de ces projets anciens et nouveaux, pour les redimensionner avec un usage moindre des explosifs, un emploi moindre d'eau et un remplacement du cyanure par d'autres technologies. Et surtout, avec des dividendes pour le peuple argentin et non pour une entreprise surgie de la CIA, comme le montre si bien le livre de Bonasso.

Il est primordial d'avancer vers une industrie minière non seulement responsable et durable, mais aussi nationale, populaire et étatique, ce qui ne figure pas hélas dans l'agenda du gouvernement. Ce n'est pas non plus dans le projet de Greenpeace, de TN et de Clarin, unis avec la seule intention d'ouvrir des blessures dans le gouvernement de Cristina kirchner.

Dans cette discussion il y a beaucoup d'écologisme idiot, qui ne reconnaît pas la nécessité d'exploiter les ressources minières pour étayer le développement national, l'emploi et la production industrielle, en veillant à la santé et à l'environnement, sans être des domestiques de la Barrick ni de l'impérialisme. Le chroniqueur appelle écologisme idiot cette opposition totale à toute espèce d'industrie minière. Lui dit idiot, bien qu'il se souvienne toujours de Roberto Fontanarrosa lors du Congrès de la Langue à Rosario. En parlant des gros mots, le créateur de « Inodoro Pereyra » les a loués : « Ce n'est pas le même chose dire idiot que couillon ».

[La Arena](#). Santa Rosa, Argentine, le 21 Février 2012.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 21 de février 2012.